



Promouvoir des compétences critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique

Les messages clés de la Triennale de l'ADEA



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

**Triennale de l'éducation et de la formation en Afrique
(Ouagadougou, Burkina Faso, 13-17 février, 2012)**

Promouvoir des compétences critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique

Les messages clés de la Triennale de l'ADEA

Une Triennale au cœur du devenir économique et social de l'Afrique

La Triennale 2012 de l'ADEA a eu pour caractéristique principale de situer l'ensemble des débats sur l'éducation et la formation dans le contexte actuel de la situation économique et sociale africaine. Il ne s'agissait pas d'en rester à une vision abstraite des réformes à accomplir dans ce domaine, mais bien de répondre aux questions et préoccupations que se posent aujourd'hui les Africains, quelque soit par ailleurs leur pays d'appartenance. Ces questions ont concerné les difficultés de leur vie d'aujourd'hui, mais également leur espoir et vision de ce que pourrait et devrait être leur vie de demain et d'après-demain. Elles ont été généralisées dans une formule qui a traversé l'ensemble des débats de la Triennale : **« comment passer d'une économie de survie et de subsistance à une économie de croissance, de valeur ajoutée et de développement durable » ?** Elles ont été concrétisées à travers une exigence qui a été exprimée en début de Triennale comme un défi à relever de manière solidaire par l'ensemble des participants : **« comment éduquer et former pour que chacun ait un emploi, un salaire et une perspective positive de vie » ?**

La Triennale a donc été un événement qui a placé la promotion « de connaissances, compétences et qualifications critiques » au cœur du devenir à court, moyen et long terme du continent africain. Il ne s'agissait pas d'impulser une nième réforme institutionnelle des systèmes d'éducation et de formation. Il s'agissait, bien au contraire, de faire évoluer ces systèmes afin que leur efficacité et pertinence en soient fortement renforcées. **En un mot, il s'agissait de faire de l'éducation et la formation les moteurs du développement durable de l'Afrique.**

Une Triennale aux dimensions de la société et du monde

La Triennale 2012 a été une étape décisive dans la longue série des Biennales qui l'ont précédée. **Elle a, en effet, pour la première fois dans l'histoire de l'ADEA rassemblé tous les acteurs publics et privés intervenant dans le champ de l'éducation et de la formation** : des responsables politiques et institutionnels, des fédérations d'employeurs du secteur formel, des organisations professionnelles du secteur informel artisanal et agricole, des partenaires sociaux, des représentants de la société civile, des jeunes de tous niveaux scolaires, étudiants, travailleurs, chômeurs... En un mot la Triennale a été un lieu et un moment de mobilisation de toutes les forces vives africaines pour la raison que seule une telle mobilisation en faveur de l'éducation et de la formation permettait de promouvoir effectivement le développement durable de l'Afrique.

La Triennale 2012 a également eu pour caractéristique de situer d'emblée ce développement durable dans le contexte de la mondialisation. Elle a, en effet, été introduite par **une journée Afrique-Corée du Sud** qui a donné l'occasion aux participants de comprendre la dynamique politique, institutionnelle, économique et sociale qui a permis à la Corée de devenir, en 60 années, la 10^{ème} puissance mondiale alors qu'elle était, en 1950, au même rang de pauvreté que la plupart des pays africains. Cette journée a montré que l'Afrique, pouvait, à condition d'investir massivement et

judicieusement dans l'éducation et la formation, accélérer son propre développement, « courir pendant que les autres marchent » et ainsi prendre à moyen et long terme, toute sa place dans le contexte de la mondialisation.

La journée de la Diaspora qui a précédé celle du partenariat Afrique-Corée du Sud a renforcé ce positionnement mondialisé de l'Afrique en mettant en exergue les richesses de compétences, de motivation et d'engagement disponibles auprès des membres de cette diaspora. La fidélité à leurs origines les implique de plus en plus fortement dans l'échiquier économique et social du continent. Cette implication passe par des voies plurielles : le montage de projets personnels et professionnels, des transferts de fonds vers des expériences de développement local, des prises de participation dans des dynamiques entrepreneuriales et, en fin de compte, pour certains la décision d'effectuer un retour définitif en Afrique. Quelque soit la voie qu'elle a choisie, la Diaspora représente une potentialité unique pour le continent de se mettre au diapason des réalités et normes de la mondialisation.

Une Triennale au service de l'appropriation par l'Afrique de son propre développement

Un consensus majeur a réuni les centaines de participants originaires des 54 pays du continent : **leur volonté commune d'articuler leur situation présente à une vision positive du futur de l'Afrique** et de mobiliser tous les moyens en leur possession, notamment dans les champs d'éducation et de formation, pour accélérer le développement en cours et en faire un outil d'appropriation de leur passé comme de leur avenir.

Une des grandes leçons de la Triennale peut être résumée comme suit : si l'Afrique s'enrichit des partenariats qu'elle a noués dans le cadre d'une coopération nord-sud, elle doit toujours davantage s'engager dans une coopération sud-sud. Celle-ci lui donne, en effet, le moyen privilégié de prendre en main son propre avenir et d'écrire une nouvelle page de son histoire à la mesure de ses immenses richesses naturelles, mais aussi et avant tout de ses incomparables ressources sociales, culturelles et humaines. **Les Africains doivent avoir la maîtrise des voies et moyens de leur développement durable.** Ils auront cette maîtrise à la condition de renforcer les dynamiques qui sont apparues tout au long des débats de la Triennale :

- **Les dynamiques nationales de coopération** entre l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile intervenant tant au niveau de l'enseignement de base que du développement des compétences techniques et professionnelles et de la production de connaissances scientifiques et technologiques. Ces dynamiques doivent aboutir à une vision stratégique nationale partagée entre tous les acteurs et à **un pacte partenarial** les engageant à agir de manière concertée dans les domaines de l'éducation et de la formation.
- **Les dynamiques de coopération inter-pays** en vue de partager au maximum les expériences les plus innovantes de conception et d'édification de dispositifs et systèmes d'éducation et de formation pertinents et efficaces. Cette coopération existe au niveau de certaines sous-régions (SADEC, UEMOA, CEDEAO...). Elle est au cœur des Pôles de qualité inter-pays soutenus par l'ADEA dans les domaines de l'alphabétisation et des langues nationales, de l'éducation à la paix et du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP). **Il n'y aura pas de développement durable du continent sans une coopération inter-pays** et, plus précisément, sans **une mutualisation interafricaine** des voies et moyens de promouvoir des systèmes d'éducation et de formation efficaces et pertinents.

Une Triennale qui plaide pour un droit d'accès de tous, tout au long de la vie, à un socle commun de compétences

Les analyses de la situation actuelle montrent clairement que l'Afrique a stagné, en termes de développement humain, de 1990 à 2010 et, de ce fait, a décroché par rapport au reste du monde. **Il est donc plus qu'urgent que le continent investisse dans une élévation et un élargissement du niveau de scolarisation et d'alphabétisation.** Il s'agit pour lui de sortir de la situation de stagnation dans laquelle il se trouve et d'entrer dans le cercle vertueux du développement durable, qui exige selon l'expérience même de la Corée du Sud, l'universalisation de l'éducation de base ou de ce que la Triennale a appelé le socle commun de compétences. Les diverses contributions réalisées tout au long du processus de préparation ainsi que les débats entre participants réunis à Ouagadougou ont mis en exergue **l'importance stratégique pour les jeunes comme pour les adultes d'accéder à ce socle commun de compétences (SCC).**

1. Le SCC va au-delà du concept actuel d'éducation de base et comprend un ensemble de compétences cognitives, de communication et d'apprentissage tout long de la vie, d'insertion dans la société et le monde du travail, de développement personnel et de construction d'une identité africaine... qui donnent à celles et ceux qui l'acquièrent la capacité de maîtriser leur environnement humain, social et économique et de mettre en œuvre une citoyenneté africaine responsable et active.
2. Le SCC n'est pas réservé à ceux qui fréquentent l'école formelle, mais doit pouvoir être accessible à tous publics, notamment aux plus vulnérables et plus défavorisés, par le moyen de dispositifs d'éducation et de formation non formels et informel mis en œuvre au plus près des lieux de vie et d'activité. D'ailleurs, le défi le plus important que l'Afrique doit relever est celui de l'alphabétisation rapide de ses populations. Sans cela la masse importante du capital humain de l'Afrique, que sont les analphabètes et les semi-alphabètes, ne pourra être mise à contribution dans l'édification de l'Afrique du 21^{ème} siècle. L'expérience de la Corée du Sud a été plus qu'édifiante à cet égard. Les sud-coréens attribuent la rapide ascension de leur pays au rang des pays développés à la vaste et soutenue campagne d'alphabétisation et de mobilisation communautaire, enclenchée juste après la guerre civile qui a divisé le pays en deux, autour d'une vision concertée du développement.
3. L'accès de tous au SCC nécessite une véritable révolution pédagogique et didactique en ce sens que les enseignants doivent co-construire leurs approches curriculaires en lien et avec l'implication des acteurs concernés afin de donner accès à des connaissances et des compétences qui incluent et insèrent dans la vie quotidienne et citoyenne autant que dans le monde du travail.
4. L'accès de tous au SCC exige que les enseignants comme les gestionnaires des dispositifs d'éducation et de formation actualisent sans cesse leurs compétences professionnelles afin de former les jeunes comme les adultes aux évolutions constantes du monde économique, professionnel, social et citoyen. Ils deviennent, plus que des enseignants et gestionnaires, des médiateurs d'un savoir actif et inclusif.
5. La mise en œuvre du SCC requiert, enfin, un changement radical du concept d'école. Il s'agit d'aller vers une école sans murs, c'est-à-dire vers un lieu éducatif ouvert à toutes les formes d'acquisition de connaissances et de compétences en même temps que vers un lieu de développement social et citoyen.

Il importe, en fin de compte, de créer les conditions d'un apprentissage tout au long de la vie qui dépasse les limites actuelles de périodes de scolarisation et d'âge et donne accès à des connaissances et compétences qui embrassent tous les aspects de la vie personnelles et collective et, en fin de compte, insèrent socialement, économiquement et professionnellement.

Une Triennale qui met l'emploi et la croissance au cœur des politiques de développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP)

Les interventions des représentants du secteur privé tout au long de la Triennale ont clairement montré que **l'Afrique devait urgemment et massivement investir dans la formation professionnelle** si elle souhaitait générer une croissance interne, susceptible à la fois de faire face aux problèmes de chômage et de sous-emploi des jeunes et des adultes et de créer des entreprises, des postes de travail et des revenus économiques substantiels. Sans un tel investissement, ont-ils souligné, il est impossible de promouvoir le développement durable, encore moins une croissance à forte valeur ajoutée. Ce constat, partagé par tous, a d'abord permis à la Triennale de souligner combien il était important que les politiques d'éducation et de formation mises en œuvre cessent d'accorder une place mineure, sinon dévalorisée, au DCTP. Celui-ci doit devenir partie intégrante des dispositifs en place, à parité d'estime et de moyens avec les voies de l'enseignement général. Les débats ont ensuite porté sur les priorités d'action à mettre en œuvre pour faire en sorte que le DCTP agisse efficacement sur l'emploi autant que sur la croissance.

1. Le DCTP ne doit pas seulement former et qualifier. Il doit également insérer ce qui présuppose que les dispositifs de formation professionnelle doivent prévoir dès le départ des mesures et moyens de facilitation de l'insertion.
2. L'économie africaine étant largement informelle, il importe d'élever le niveau de qualification et de maîtrise technologique des actifs du secteur agricole et rural ainsi que celui des producteurs de biens et de services du secteur urbain. Il s'agit par ce biais de lutter contre la pauvreté en favorisant le passage d'une économie de subsistance à une économie de croissance et de meilleure rentabilité.
3. Il existe, dans la plupart des pays, une demande non satisfaite de compétences et de qualifications élevées dans des métiers et secteurs à forte valeur ajoutée. Il convient donc de concevoir et mettre en œuvre des dispositifs formant des techniciens et des techniciens supérieurs aux compétences exigées par le développement d'activités innovantes et porteuses d'emplois, notamment, dans les petites et moyennes entreprises.
4. Tous les dispositifs de DCTP doivent être conçus, mis en œuvre et pilotés de manière partenariale avec l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de la formation. Il s'agit notamment de privilégier des formations réalisées en partenariat avec le monde économique et professionnel pour la raison qu'elles ont de fortes chances d'être efficaces et pertinentes et de correspondre à la demande de compétences du monde économique et professionnel.
5. Il importe que chaque pays mette en place un cadre national de certification reconnaissant et validant, à égale dignité, les divers modes d'acquisition des compétences. C'est la seule manière d'intégrer les divers dispositifs formels, non formels et informels de DCTP dans un système cohérent et unifié et de promouvoir en même temps l'apprentissage et la formation tout au long de la vie.

Les débats menés tout au long de la Triennale ont conclu que le Pôle de qualité inter-pays dans le domaine du DCTP était une voie privilégiée pour donner corps à toutes ces recommandations d'autant plus que de nouveaux pays ont manifesté leur fort intérêt à y participer.

Une Triennale qui place la science, la technologie et la recherche au cœur des capacités d'innovation et de développement de l'Afrique

Le constat concernant la situation de l'enseignement supérieur et la recherche est très net : l'Afrique n'a pas investi les moyens adéquats pour jouer le rôle qui lui revient dans la production mondiale de connaissances scientifiques, technologiques et industrielles. Les initiatives prises par certains « rapatriés » de la Diaspora ainsi que par certaines entreprises de production ou de services montrent pourtant que des potentialités existent pour permettre au continent de prendre toute sa place dans une économie mondialisée de la connaissance et de la compétence. La concrétisation de ces potentialités demande la mise en place de politiques et mesures volontaristes dans le domaine de l'enseignement supérieur.

- 1. Il est nécessaire de repositionner le rôle et de la place de la science et de la technologie** dans l'ensemble des systèmes d'éducation et de formation depuis l'éducation de base jusqu'à l'université. Ces deux disciplines sont pour le moment totalement sous-valorisées alors que des études de la Banque mondiale montrent qu'un tiers au moins des diplômés universitaires doit avoir reçu une formation scientifique ou d'ingénieur pour que l'assimilation technologique soit possible dans un pays donné. Un effort tout particulier doit être fait pour former les enseignants à l'excellence en ce domaine et attirer davantage les filles vers l'apprentissage des mathématiques et des sciences.
- 2. Il est urgent de créer sinon de renforcer les partenariats universités/entreprises aux niveaux national, sous-régional et continental.** Ces partenariats sont indispensables pour mettre fin au chômage massif des étudiants diplômés du essentiellement à la déconnection entre les compétences produites par l'enseignement supérieur et celles requises par les mutations technologiques et professionnelles. Ils sont incontournables pour articuler la recherche universitaire avec les besoins des entreprises qu'ont les entreprises d'améliorer significativement la qualité et la compétitivité de leurs productions et services et ainsi d'enclencher le cercle vertueux du développement durable. Ils sont, enfin, la seule manière de créer des pôles communs d'innovation dont le continent a besoin pour créer de la croissance, de la valeur ajoutée et des emplois à partir des immenses richesses naturelles dont il dispose.
- 3. L'analyse de la situation actuelle de la recherche et des chercheurs en Afrique met, enfin, clairement en évidence le rôle infime joué par le continent dans la production de connaissances et d'innovations au niveau mondial.** Or il existe d'immenses potentialités qui ne demandent qu'à être exploitées : un savoir endogène riche de la diversité des cultures et des compétences produites de manière non formelle et informelle, une diaspora formée à l'excellence aux quatre coins du monde, une jeunesse en demande d'esprit d'initiative, de créativité et d'entrepreneuriat, des responsables publics et privés en recherche de leadership économique et technologique ... Les pays et la région toute entière doivent mettre fin à la stagnation des moyens consacrés à la recherche et **investir au minimum 1% du PIB dans la création de concepts théoriques et pratiques générateurs et accélérateurs de développement durable.**

En conclusion

La Triennale ne peut pas en rester à des déclarations de principe. Elle doit, conformément aux paroles fortes qui ont été dites en conclusion de la rencontre, aboutir à un véritable changement de paradigme : celui qui permet effectivement d'aller de la société telle qu'elle est à la société telle qu'on la désire et la décide. **Le passage de la vision à la réalité est le nœud gordien que l'Afrique doit trancher pour promouvoir un développement accéléré et durable de l'Afrique.**

Les chefs d'Etat présents en début de Triennale, les nombreux ministres de l'éducation et de la formation qui sont intervenus au cours des débats, les représentants du secteur privé, de la société civile et des jeunes qui ont été des contributeurs actifs des diverses sessions plénières et parallèles, les partenaires internationaux qui ont apporté l'expertise de leurs expériences spécifiques : tous ces responsables, intervenants et participants se sont engagés à donner une suite opérationnelle à la Triennale.

Cette suite à donner est le grand défi de l'après Ouagadougou que l'ADEA a décidé de relever avec l'ensemble des acteurs impliqués. **Les véritables conclusions de la Triennale seront les réformes et les mutations effectives qui seront inscrites, à court, moyen et long terme dans l'histoire en devenir d'une Afrique entrée de plain pied dans une économie de la connaissance et de la compétence.**